

Sujet à la mode, l'idée pour ne pas dire le slogan de « ville créative » est aujourd'hui censée transformer les espaces urbains par la culture et la créativité. Des politiques néo-libérales masquent en outre derrière des mots comme « ville sensible », « participation » ou « vivre ensemble », un modèle urbain compétitif et parfois exclusif et excluant. L'implication d'artistes et la définition de programmes culturels ambitieux sont ainsi à la base d'une refonte des villes en termes d'identité et d'image, d'un art urbain maîtrisé, d'espaces publics piétonnisés et/ou sécurisés, souvent destinés à des publics spécifiques.

Or, les artistes n'ont pas attendu l'avènement de la ville créative pour investir les espaces publics (voir par exemple : Pignon-Ernest, 2010). L'art et la création restent d'ailleurs des moyens d'engagement et de rupture dans la ville du fait de leur caractère souple, tactique et inventif. Encore aujourd'hui, des artistes, ainsi que des collectifs d'architectes, de designers et des associations interdisciplinaires se forment, s'institutionnalisent, se recomposent autour d'enjeux spécifiques (engagements politiques, intérêt pour des problématiques sociales...), parfois pour résister, parfois pour collaborer avec les institutions et les acteurs de l'urbain, en lien avec des financements spécifiques (tels que la politique de la ville). Dans le contexte des villes contemporaines, ils sont invités par les acteurs publics et privés à assumer une multitude de fonctions non seulement d'ordre esthétique mais aussi économique, social voire politique (Miles, 1997 ; Deutsche, 1998 ; Ruby, 2001). Or, face à ces injonctions, ces groupes peuvent choisir d'y répondre ou bien encore de les détourner selon leurs propres objectifs. La socialisation de l'artiste apparaît notamment une « socialisation du risque » qui utilise la création de structures associatives afin de partager les aléas liés à l'activité artistique (Menget, 2002 ; Le Coq, 2009).

On pourrait ainsi s'interroger sur les modalités d'engagement des artistes en lien avec d'autres disciplines, et questionner, notamment, la place du chercheur dans ces configurations ainsi que l'ambiguïté de ses postures. Comment les uns et les autres se positionnent face aux thématiques imposées par les politiques et les institutions ? A quoi renvoie cet engagement, tant en termes de discours que de pratiques (Becker, 2006) ? Comment ces acteurs « participent-ils » plus précisément à la refonte des espaces publics aujourd'hui, dans les Nord et les Suds ? Cette journée d'étude, qui propose également l'exploration d'un projet interdisciplinaire, entend porter un regard qui croise les disciplines, les statuts, les rôles et les lieux. Issue de deux projets financés par la MSH Paris Nord, l'ENSAS et l'IFAS, cette rencontre a pour ambition de poser les jalons d'une recherche partagée.

---